

sociologie et révolution

HENRI LEFEBVRE

l'irruption
de nanterre au sommet



éditions anthropos paris

IV

LA CRISE REVOLUTIONNAIRE

Les éléments de la théorie se trouvent dispersés dans l'œuvre de Marx. Pour les rassembler, il faut abandonner le découpage de cette œuvre, la dissociation entre les œuvres de jeunesse et celles de la maturité, entre les concepts économiques et les concepts politiques. Il faut la ressaisir dans son mouvement d'ensemble.

La crise proprement et spécifiquement économique n'est conçue par Marx que comme ébranlement de la « base », comme point d'impact d'une action décisive visant la propriété et la gestion des moyens de production. La crise politique dissout les superstructures de la société capitaliste, l'édifice construit sur cette base (division technique et sociale du travail), avec les structures qui lui sont liées (rapports de production et de propriété). Prise isolément la crise économique n'est pas révolutionnaire. Bien plus : telle que Marx l'analyse et l'expose, la crise économique a une fonction « purgative » dans la société capitaliste. Elle entre dans le cycle et lui permet de repartir. Elle élimine une surcharge d'entreprises défavorisées et mal placées pour la compétition du fait que leurs « coûts de production » comme disent les capitalistes, sont

supérieurs à la moyenne sociale déterminée elle-même par le niveau des forces productives, c'est-à-dire par la productivité moyenne de la société considérée et par la composition organique moyenne du capital (proportions du capital constant investi et du capital variable versé en salaires). La crise économique comme telle tend à rétablir les conditions de l'accumulation élargie, les rapports favorables entre les secteurs de la production (secteur I : production des moyens de production ; secteur II : production des biens de consommation). La re-production des rapports de production se re-constitue après une période critique. Tel choc — introduction de techniques, poussée de grèves, montée des salaires — peut se révéler bénéfique au capitalisme en l'obligeant à investir, en lui offrant un marché élargi. Après quelques remous inévitables, la production et la re-production (y compris celle des rapports sociaux) reprennent. Seule la critique en acte des superstructures (idéologies et institutions) transforme la crise économique en crise totale, permettant la transformation des rapports sociaux, des structures proprement dites (rapports de production et de propriété).

On ne saurait trop rappeler que la pensée marxiste ne se réduit pas à l'économisme. Spécialisée, parcellaire, l'économie politique en tant que « discipline » a elle aussi un rôle **réducteur**. Elle dissimule la complexité de la société considérée comme un tout : production au sens large, re-production de rapports (et non seulement production et re-production de choses, instruments et biens) donc édifice comportant des idéologies et des insti-

tutions, des « valeurs » et une rationalité limitée. Si le seuil qui marque le passage d'un mode de production à un autre ne peut se franchir qu'au cours de la **croissance** des forces productives, le **développement** social n'en a pas moins des aspects qualitatifs, seuls décisifs. La condition, nécessaire, ne suffit pas. Quant à la crise révolutionnaire, c'est un phénomène total qui ébranle la société de la base aux superstructures, l'ébranlement de la base pouvant provenir de celui des superstructures, par un choc en retour.

Chez Lénine, la théorie de la crise se transforme, en fonction de données nouvelles. Pour lui, avec **l'impérialisme**, la société bourgeoise et le capitalisme entrent dans la crise générale, dont ils ne sortiront pas. Leur renforcement n'est qu'apparent. Sur le plan économique, la bourgeoisie dirigeante et dominante s'organise ; elle passe du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopolistique, et chaque monopole cherche à étendre au secteur qu'il domine la forme d'organisation élaborée au niveau de l'entreprise. Ce faisant le capitalisme s'empêtre dans des contradictions, anciennes et nouvelles. Même en se servant de l'Etat comme instrument, il ne parvient pas à planifier l'ensemble de la production. Les conflits entre les intérêts particuliers des monopoles (même en présentant l'intérêt momentanément dominant comme « intérêt général ») interdisent l'organisation sociale des forces productives. L'élément concurrentiel réapparaît à un niveau plus élevé, amplifié, non disparu. Le capitalisme d'organisation ne devient pas pour autant capitalisme organisé. Bien plus : tout en aggravant

les contradictions internes, les monopoles mettent en place les conditions d'un passage accéléré de la société bourgeoise au socialisme et au communisme. En essayant d'organiser la production, ils « socialisent » dès maintenant la forme capitaliste des rapports de propriété. La violence étend son action au dedans et en dehors : au dedans de chaque pays dominé par « sa » bourgeoisie — au dehors, dans les pays exploités et dominés par cette même bourgeoisie. Car l'impérialisme vise la domination mondiale. Il ne peut se passer d'exporter des capitaux et d'importer des matières premières à bon compte. Mais il ne se limite pas à ces exigences économiques. L'impérialisme est politique. Chaque impérialisme a sa stratégie qui implique l'affrontement avec les autres impérialismes. Ce qui n'interdit pas des alliances momentanées et des accords économique-politiques. A chaque moment l'impérialisme le plus puissant engage une action multiforme, économique, politique, militaire et idéologique. Dans la première moitié du siècle, ce fut l'Allemagne — depuis, les U.S.A. Chaque bourgeoisie se heurte : à sa propre classe ouvrière — aux peuples coloniaux exploités et dominés — aux autres bourgeoisies impérialistes. Les tendances à l'organisation cohérente sont donc inévitablement contrecarrées par les contradictions qu'elles contiennent, qu'elles font surgir, qu'elles intensifient. Comment aboutiraient-elles ? Les superstructures de l'impérialisme ou bien sont marquées par les retards et décalages (inégalités de développement) ou bien par la violence inhérente à l'Etat militaire et policier. L'impérialisme a ce caractère essentiel :

transition vers autre chose (vers une autre société) mais transition maintenue par la violence dans les cadres antérieurs des rapports de production et de propriété.

En ce qui concerne la crise révolutionnaire, Lénine distingue :

a) Des facteurs objectifs, inhérents à la crise générale, dernier stade du capitalisme, mais qui s'affirment inégalement (selon les pays et les cycles économiques, selon les structures sociales et politiques). Il n'est pas exclu, selon Lénine, qu'au cours de la crise générale la croissance des forces productives ne continue. Il s'opposait à la thèse de l'effondrement du capitalisme (de son impuissance à maintenir et à accroître la production industrielle). Selon lui, cet accroissement ne fait pas disparaître les facteurs objectifs, dont la dépression et la crise économique ne sont que des phases aiguës. Ces facteurs objectifs consistent en contradictions, plus fortes que les épisodes (prosperité et animation, récession, crise, reprise) qui se succèdent. Les difficultés de la société bourgeoise, dans sa période impérialiste, à élaborer des idéologies et des institutions, comptent parmi les facteurs objectifs.

b) Dans ces conditions objectives, les facteurs subjectifs, eux-mêmes complexes, sont essentiels. En temps de crise, le moral et la démoralisation des forces en présence font partie des facteurs subjectifs. Parmi eux, il faut souligner : la maturité de la classe ouvrière, quantitativement et qualitativement — la présence et l'activité du parti révolutionnaire. Et par conséquent la connaissance théo-

rique. Pas de situation révolutionnaire sans parti révolutionnaire ; pas de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. On sait que Lénine distinguait avec force deux niveaux : la spontanéité, l'instinct révolutionnaire des masses d'une part — et d'autre part la connaissance théorique du processus et de son ensemble, connaissance élaborée par des intellectuels (Marx, Engels). Au parti politique incombe le rôle de les rejoindre, de les articuler, de sorte que la spontanéité, celle de la classe ouvrière et de ses alliés, soit orientée par la théorie vers la compréhension de la société en totalité et vers sa transformation complète, de la base aux superstructures, de la division sociale du travail aux institutions, en passant par les rapports de propriété, clefs de la transformation. Le Parti, selon Lénine, réunit les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs. En lui et par son action, le subjectif devient objectif et réciproquement. La pensée critique devient agissante et le négatif se change en positif. Conjoncturalement, les conditions de la transformation révolutionnaire impliquent : neutralisation des classes moyennes, alliance du prolétariat avec les paysans et une partie de la petite bourgeoisie, isolement politique de la grande bourgeoisie dominante ainsi que de son appareil d'Etat bureaucratique et militaire. Dans ces conditions, la stratégie révolutionnaire a le maximum de chances de ne pas échouer. Comme on dirait aujourd'hui, elle est optimale. Ce qui ne veut jamais dire que la partie soit gagnée d'avance. Le heurt entre les forces sociales et politiques ne peut s'éviter, la révolution étant d'autant moins sanglante que mieux

préparée. La crise révolutionnaire, résultant de la conjonction des facteurs objectifs et subjectifs dans le cadre de la crise générale, éclate aux points faibles, elle fait sauter les maillons les moins forts de la chaîne. Ainsi peut se résumer très brièvement l'analyse léniniste de la crise.

Depuis un demi-siècle, c'est-à-dire depuis les livres de Lénine et les actions décisives, y a-t-il du nouveau ? Beaucoup. Après la Commune de 1871 et sa défaite, Marx avait déjà prévu que le centre du mouvement se déplacerait vers l'est ; Lénine annonça plus tard que les masses de l'Asie entreraient en scène et deviendraient le sujet de l'histoire ; de ce mouvement, il ne donna pas la théorie qui se trouve dans les œuvres de Mao Tsé-toung. Pendant ce demi-siècle, le mouvement révolutionnaire dans les pays industriels n'a pas échappé aux détériorations et aux échecs. Parmi les détériorations, il faut compter le caractère institutionnel pris par la pensée marxiste elle-même et par les organisations qui s'en inspirent. La bureaucratisation de la pensée et de l'action, de la théorie et de la pratique, a figé les formes prises par ce mouvement. Elle a séparé les éléments en les unissant dans une fiction politique. L'illusion politique maintient cette séparation dans la fiction de l'unité accomplie, autoritaire, centralisée. Le mouvement n'a pas pour cela disparu. Au contraire, il cherche des formes neuves, échappant aux inconvénients de l'étatisme, du capitalisme et du socialisme d'Etat. La prise en charge par un appareil politique centralisé de la production, des moyens de production, de l'organisation économique et sociale, de la con-

naissance et de l'idéologie, de l'art et de la vie entière, n'apparaît plus satisfaisante ni sur le plan théorique ni sur le plan pratique.

Pendant cette période, le capitalisme monopolistique n'a pas perdu son temps. Il a tenté, non sans efficacité, de résoudre les contradictions ou du moins de les atténuer, de les écraser. En vain. Les têtes de l'impérialisme ont changé, non l'impérialisme. Les dirigeants les plus intelligents des pays capitalistes, vainqueurs ou vaincus de la seconde guerre mondiale, ont réussi à sortir de l'impasse colonialiste. Il leur arrive même de miser sur le marché intérieur, ce qui donne la « société de consommation ». Une curieuse « socialisation » de la société, accompagnée d'une « socialisation » non moins curieuse de la propriété et de la gestion des moyens de production, parodie du socialisme, contenu capitaliste d'une fiction communautaire, s'en est suivie. Cette situation mérite un examen critique approfondi. De cet examen il résulte qu'aucune contradiction fondamentale n'a été résolue. Les facteurs objectifs de la situation révolutionnaire, latents, refoulés de la conscience par l'idéologie et les institutions, par la répression et la violence, n'ont en rien disparu. Manquaient ou manquent surtout les facteurs subjectifs : la conscience ainsi combattue et réprimée.

Pendant cette même période, ces facteurs subjectifs groupés sous le terme philosophique « la conscience » devenaient de plus en plus importants. L'autorégulation aveugle de l'économie, analysée par Marx dans le cadre social du capitalisme concurrentiel, laissait place à une direction de plus en

plus consciente : la planification. Cette dernière suppose des connaissances et des moyens d'action ; plus que les premières, les seconds ont manqué aux dirigeants de l'Etat néo-capitaliste. S'ils ont assimilé en partie la rationalité renouvelée, ils n'ont pu l'effectuer socialement. La planification indirecte ou semi-planification (indicative) n'a pas été entièrement inefficace mais le système n'a pu ni se définir ni se clore. Dans cette situation, ce qui affleure à la conscience, ce sont les retards, distorsions, décalages, en bref les résultats de l'inégal développement, qui se superposent aux contradictions essentielles et dans une certaine mesure les voilent. Latentes, les contradictions opèrent en profondeur. Manifestes, les différences se constatent, mettant sur les conflits cachés une sorte de surface miroitante dont il faut tenir compte puisque c'est là que se meuvent la pensée et la conscience, que la lumière joue, que les profondeurs émergent. Il semble que la société (existante) ait seulement à rattraper des retards, à combler quelques lacunes. Ce n'est qu'une apparence. Pourtant, si la réalité sociale a quelque peu changé depuis un siècle (certaines contradictions s'approfondissent) l'apparence et la surface de la société ont beaucoup plus changé, avec les illusions qu'elles suscitent et qui en font partie.

Dans ces conditions, toute activité technique, toute « discipline » spécialisée de la connaissance, se révèlent à la fois réduites et réductrices. La totalité disparaît de la conscience parce qu'elle s'absente de la réalité. Où est-elle ? Quelles sont sa forme et sa consistance ? La réalité globale

apparaît comme une somme de différences, de décalages, de distorsions. Les activités partielles, axées sur telle différence pour la comprendre (vainement, puisqu'il faudrait pour saisir une différence concevoir l'ensemble) ne peuvent agir sur elle (on peut toujours l'isoler, la découper, la traiter séparément). Ces activités fragmentaires achèvent de vider la totalité, de l'évacuer. Vide que combrent des idéologies, des mots ; ensemble que maintient le pouvoir politique répressif.

Donc, **complexification** de la société, mais **conflits** non résolus. Division technique des travaux très poussée, parcellarisation extrême dans tous les domaines, dans la production matérielle et la production non-matérielle (connaissances, idéologies, art) encore que s'affirme l'exigence et la possibilité d'une forme globale (sur la base technique de la production automatisée, du processus d'ensemble, échanges et production, contrôlé par ordinateurs). De toute évidence, cette base nécessaire ne suffit pas. A la division technique du travail se superpose et se mêle la division sociale. La hiérarchisation, corollaire de la gestion bureaucratique, pose des problèmes nouveaux. Ou bien l'automatisation et les ordinateurs servent d'instruments politiques au néo-capitalisme, qui veut « organiser » ; ou bien cette base technique permet une transformation radicale, au cours de laquelle dépérissent la bureaucratie et sa couche supérieure de technocrates. Tel est le problème actuel : celui de la maîtrise sociale des nouvelles techniques. La connaissance de la société entière permet la constitution d'une rationalité plus haute, se réalisant dans cette société. C'est en ce

sens et non pas dans un sens étroit, réduit et réducteur, que la connaissance devienne force sociale et productive. Elle n'intervient pas seulement dans la production des produits matériels. C'est la réduire à l'économique et à l'économisme. Elle intervient déjà dans la production et la reproduction au sens large dégagé par Marx, celles des rapports sociaux. Cette production devient à la fois consciente, pénétrée de connaissance, mais en même temps plus exposée aux idéologies, liées elles-mêmes aux stratégies, aux pouvoirs d'Etat, aux décisions que les idéologies motivent ou justifient.